

# Entre Téhéran et Riyad, la posture de la France devient inconfortable

Octobre 8, 2018 /

---

Publié dans le [numéro 34 de la Lettre M.](#)

Plus la tension croît entre l’Iran et le camp arabo-sunnite, plus la France a besoin de s’immuniser contre le risque d’être prise entre les tirs croisés. Plus le temps passe, plus elle doit gérer une tension latente avec Téhéran et des malentendus grandissants avec ses partenaires arabes. Elle doit aussi s’accommoder de la centralité des relations entre le camp MBS-MBZ-Sissi et le Président Trump, tout en tirant parti de leurs failles et lacunes. En assumant sa proximité avec ce camp, tout en gérant ses relations complexes avec l’Iran, la France se doit de préparer l’après « Trump 1 » et ses implications sur l’accord nucléaire et l’Iran et sur sa propre posture stratégique.

## Gérer une tension latente avec l’Iran

Les relations entre Paris et Téhéran traversent, à nouveau, une phase délicate. La tension est perceptible depuis des mois, et elle atteint un pic avec le projet d’attentat à Villepinte le 30 juin contre un rassemblement des Mojahedin-e Khalq.

Paris, dont l’Ambassade à Téhéran fonctionne aujourd’hui sans Ambassadeur, voit sa stratégie iranienne fragilisée. Poursuivant une diplomatie pragmatique jusqu’à l’incohérence selon les critiques, le Président Emmanuel Macron ne désespère pas de sauver l’accord nucléaire alors que ses services spécialisés gèlent des avoirs iraniens en France et accentuent la pression sur les réseaux du Hezbollah. Pour leur part, [les milieux d’affaires français se sentent, pour la majorité d’entre eux, abandonnés et dépassés par des enjeux géopolitiques mal anticipés.](#)

Alors qu’ils s’apprêtent à [commémorer l’attentat du Drakkar](#) survenu le 23 octobre 1983, dont l’Iran est soupçonné d’être le commanditaire, les Français réagissent aux provocations iraniennes avec sang-froid : ils y voient la traduction d’une lutte de pouvoir interne, et pensent être en mesure d’en contenir les risques directs sur leurs intérêts. Ils adoptent face aux agissements des services iraniens des mesures de représailles proportionnées, pensent-ils. Les Iraniens cherchent à tempérer, eux aussi, en parlant de « malentendu » et en invitant Paris au dialogue (déclaration du porte-parole du Ministère des affaires étrangères, 2 octobre).

A Paris, le dossier iranien a toujours été un casse-tête diplomatique et sécuritaire, avec cette ambition, remise au goût du jour avec le Président Emmanuel Macron, de [s’ouvrir sur l’Iran sans perdre l’Arabie saoudite](#)... Qu’en est-il aujourd’hui ? La France doit-elle continuer à miser sur l’Iran ou doit-elle accorder une relation exclusive à ses partenaires arabo-sunnites ? Jusqu’où la France peut aller dans son soutien à l’Arabie saoudite, principal pilier du camp arabo-sunnite aux côtés des Emirats Arabes Unis et de l’Egypte ?

Certaines politiques arbitraires menées par le Prince héritier saoudien Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz, en coordination directe ou non avec le Prince héritier d'Abou Dhabi cheikh Mohammad Ben Zayed Al Nahyan et avec le Président égyptien Abdel-Fattah al-Sissi, et ses prises de risque à répétition (la guerre au Yémen, le blocus imposé au Qatar et la traque des opposants y compris à l'extérieur, sans parler de sa recherche permanente de la confrontation avec l'Iran ou de ses ambitieuses réformes internes) ne vont-elles pas finir par rendre sa fréquentation contraignante ? La fin du (premier) mandat Trump ne risque-t-elle pas de ramener l'accord nucléaire au cœur du débat géopolitique au Moyen-Orient ?

### **S'accommoder de la centralité de la relation MBS-Trump : combler les lacunes**

Au lendemain de son entretien téléphonique avec le roi Salman Ben Abdulaziz, le président américain Donald Trump a invité l'Arabie saoudite à accroître ses dépenses militaires et à payer pour la sécurité que leur offrent les Etats-Unis. Ses propos sur les relations entre Washington et Riyad, il les a tenus lors d'un rassemblement public le 30 septembre, et ils sont on ne peut plus limpides :

“I love Saudi Arabia. They are great, king Salman, I spoke with him this morning. I said, king, you have got trillions of dollars. Without us, who knows what's going to happen. Maybe you are not going to be able to keep those airplanes. Because you know what? They would be attacked. With us they are totally safe. But we don't get what we should be getting. We are subsidizing their military”.

Pour Trump, qui rappelle ainsi en quelque sorte les fondamentaux de la politique américaine dans le Golfe, Riyad doit aussi accroître sa production de pétrole et presser d'autres partenaires producteurs à en faire de même. Ce sujet était au cœur de l'entretien téléphonique entre Trump et Salman le 29 septembre, et serait une des raisons qui a retardé le déplacement du Prince héritier Mohammad Salman Ben Abdulaziz au Koweït. MBS, dont la visite au Koweït était annoncée pour le 29 septembre, s'y est rendu finalement le 30 pour des discussions avec l'Emir Jaber el-Ahmad Al Sabah. Ce dernier, qui était reçu à la Maison Blanche le 5 septembre, n'a pas besoin de conseils saoudiens pour répondre à l'invitation américaine pour accroître sa production pétrolière. Il a besoin de coordonner cela avec Riyad, techniquement, et de revoir avec MBS la gestion de la zone neutre commune pour servir les intérêts américains.

MESA est le mot-clé de ce retour aux fondamentaux assumé par l'administration Trump : *Middle East Strategic Alliance*. C'est une alliance militaire et stratégique qui comprend également une dimension économique et une autre politique. Elle implique neuf pays : les six Etats membres du Conseil arabe de Coopération du Golfe, malgré leurs différences et leurs divergences même, l'Egypte et la Jordanie, en plus des Etats-Unis. C'est un front anti-iranien, reposant sur un axe arabo-américain. Il était devenu nécessaire face à l'offensive iranienne dans le Golfe, au Levant et au-delà même, et alors que le CCG, conçu en 1981 avec l'ambition de neutraliser les effets de la révolution khomeyniste sur le monde arabo-sunnite et sur les alliés des Etats-Unis orphelins du Chah d'Iran, est fragilisé de l'intérieur. Ce CCG + 2, appuyé par Washington, et dont l'annonce officielle devrait intervenir au cours des prochains mois, est imaginé comme une alliance militaire avant tout sur le modèle de l'Otan semble-t-il. D'ailleurs, MESA est présentée comme étant « l'Otan arabe ». Trump, qui exige un effort financier plus grand à ses partenaires de l'Otan, en exige autant à ses partenaires arabes, les plus riches certainement : l'Arabie saoudite, les Emirats Arabes Unis, le Koweït, le Qatar.

“We protect Saudi Arabia. Would you say they’re rich? And I love the King, King Salman. But I said ‘King – we’re protecting you – you might not be there for two weeks without us – you have to pay for your military”.

Le Prince héritier saoudien Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz n’a pas attendu longtemps pour réagir aux propos de Trump, des propos exploités par le camp iranien pour déstabiliser l’image du régime saoudien. A *Bloomberg* (5 octobre), MBS a dit que « nous payons nos armes avec notre argent et nous ne payons pas pour notre sécurité ». Concernant la demande de Washington faite à l’Arabie saoudite et à l’Opec de combler la baisse de l’approvisionnement en pétrole du marché international à la suite des sanctions contre l’Iran, MBS a affirmé que le royaume a rempli son contrat et « plus même » :

“We export as much as 2 barrels for any barrel that disappeared from Iran recently. So we did our job and more”.

Malgré le style pour le moins original employé par Trump dans ses échanges avec les dirigeants saoudiens, la fascination saoudienne pour les Etats-Unis agit toujours sur MBS jusqu’à occulter certains risques que font peser sur les intérêts saoudiens des considérations politiques américano-américaines (électorales aujourd’hui). « J’aime travailler avec Trump » affirme-il dans son entretien avec *Bloomberg*, en réagissant aux propos du Président américain, alors que les rivaux iraniens de l’Arabie saoudite jugeaient ces mêmes propos « humiliants » par la voix du Ministre des Affaires étrangères Jawad Zarif ...

Dans le subconscient de MBS, Trump ramène les relations saoudo-américaines au pacte fondateur entre Abdulaziz et Roosevelt : MBS qui se compare à son grand-père le Roi fondateur Abdulaziz apprécie bien ce retour aux fondamentaux ainsi assumé par l’administration américaine actuelle... Trump joue parfaitement le jeu.

L’affaire Khashoggi, et les rumeurs sur l’élimination de cet opposant islamiste en Turquie par les services saoudiens, offrent aux plus réticents à un rapprochement plus grand avec Riyad une nouvelle occasion pour justifier leurs positions hostiles aux politiques de MBS. Le commentaire du Sénateur (Démocrate) Chris Murphy, membre de la Commission des affaires extérieures du Sénat (et toujours mobilisé contre Riyad), en a fait l’écho :

“If this is true -that the Saudis lured a US resident into their consulate and murdered him – it should represent a fundamental break in our relationship with Saudi Arabia”

On n’en est pas là, encore aujourd’hui.

En échange de la protection qu’il leur offre, Trump exige de ses alliés arabes de recycler davantage leurs pétrodollars dans les industries de défense et l’économie américaines. Son homologue russe Vladimir Poutine, annoncé prochainement à Riyad, peut prétendre à offrir une équation presque similaire à ses alliés et partenaires, y compris ceux de la région. La Russie est une puissance qui est perçue comme telle par le camp anti-américain (Syrie, Iran) et par d’autres acteurs régionaux aussi (la Turquie, l’Irak, l’Egypte, l’Algérie, le Liban, Israël, la Jordanie). Même le club des pétromonarchies arabes du Golfe est tenté de se rapprocher de Moscou, malgré la pression américaine. Pour les Etats-Unis, sous Trump, l’équation est donc simple : lutter contre l’Iran et soutenir de manière inconditionnelle le camp arabo-sunnite que l’on tente de regrouper au sein de MESA. Pour la Russie, sous Poutine, l’équation est tout aussi simple, même si elle peut paraître plus complexe : Moscou, qui espère combler par son

interventionnisme et par son engagement sur le terrain les failles évidentes dans son image de puissance internationale, sauve en Syrie un régime en phase terminale, offre à la Turquie un indispensable ballon d'oxygène pour rester dans le jeu, appuie le statut de puissance régionale que recherche l'Iran, et multiplie les propositions aux autres acteurs régionaux de manière opportuniste ; en contrepartie, la Russie veut de l'influence, et elle veut surtout amortir son engagement à travers la reconstruction de la Syrie, des contrats civils et militaires en Iran et en Turquie, etc.

Quid de la France ? La France n'est pas les Etats-Unis ni la Russie. Le Président Emmanuel Macron le sait, mais il n'en mesure pas toujours [la signification aux yeux des acteurs régionaux](#). Dès son arrivée à l'Elysée, il a voulu s'ouvrir à tous et parler à tout le monde. A ce jour, sa diplomatie est médiane, en ce sens qu'elle n'est pas cassante sur les dossiers les plus importants. Cela donne de la France l'image d'un acteur en constante recherche d'un rôle [même lorsque le jeu semble le dépasser](#). Cette image n'est pas forcément celle du partenaire idéal pour la plupart des acteurs régionaux qui comptent. Mais certains d'entre eux, et non des moindres, l'acceptent. Ils y voient même une opportunité à saisir, en se flanquant d'un partenaire toujours alerte et qui ne craint pas l'action. Même si les résultats ne sont pas toujours au rendez-vous. Mais ce que tous les acteurs régionaux, surtout les partenaires traditionnels de Paris, ne sauraient accepter c'est de constamment soupçonner la France d'être simultanément dans deux camps opposés.

Ainsi, un Etat arabe peut comprendre une position française médiane lors de tensions entre l'Algérie et le Maroc, ou entre l'axe saoudo-émirati et le Qatar, mais il ne peut comprendre la recherche par la France d'une place à égale distance entre l'Iran et le camp arabo-sunnite.

La France, dont on se souviendra du combat acharné contre l'accord nucléaire avant qu'elle ne choisisse de chercher à le sauver, doit-elle choisir entre les deux rives du Golfe ? L'ancien Président François Hollande avait choisi d'être du camp arabo-sunnite. Il avait choisi l'Arabie saoudite comme partenaire de référence. Son prédécesseur Nicolas Sarkozy, lui aussi favorable à un partenariat solide avec le monde arabo-sunnite, avait choisi pour sa part le Qatar comme point de chute sur la zone. Avant eux, le Président Jacques Chirac adhérait totalement aux vues de ses amis saoudiens. Quant au Président Macron, [il n'a pas voulu choisir. Pense-t-il gagner l'Iran sans perdre l'Arabie saoudite et les EAU](#) et avec eux le camp arabo-sunnite ?

### **Disposer d'une marge d'action suffisante**

Lorsqu'elle a choisi de défendre l'accord nucléaire et de s'ouvrir sur l'Iran, la France adoptait une neutralité hasardeuse qu'imposait une ligne pragmatique perçue parfois comme incohérente dans le contexte géopolitique actuel. Ce choix était mal compris par le camp arabo-sunnite. Le contexte actuel est clairement différent.

Ses partenaires arabes n'exigent pas de la France de s'allier, constamment, sur les positions des Etats-Unis. Parfois ils souhaitent même que la France leur offre une marge de manœuvre dont les prive une relation exclusive avec Washington... surtout s'ils doutent de la solidité de cette relation... Ce qu'ils exigent de la France c'est d'agir, en permanence, comme un pays allié et d'assumer pleinement ce partenariat, sans tergiversations (comme elle le fait d'ailleurs avec le dossier des missiles balistiques iraniens, [ou aussi le Yémen](#)).

Le message que vient d'envoyer Trump au Roi Salman d'Arabie est un message que seuls les Etats-Unis peuvent se permettre d'adresser publiquement à leurs alliés. Seul un président américain qui a choisi son camp est en mesure d'assumer la responsabilité de tels propos, même

lorsque la confiance est tout sauf absolue entre les deux parties. Pour que la France puisse exiger de ses partenaires arabes qu'elle puisse faire profiter son économie d'un recyclage massif de pétrodollars, il lui faudrait assumer une adhésion plus solide à leurs vues géopolitiques. Face à l'Iran en premier lieu. Une décision stratégique qui sera tout sauf neutre pour la posture régionale de la France, surtout, encore une fois, si [l'image de MBS \(et de MBZ\)](#) continuait de se détériorer. Une telle décision serait d'autant plus lourde à prendre aujourd'hui qu'il est particulièrement difficile d'anticiper le devenir de l'accord nucléaire après la fin du mandat Trump.

La France sait rester pragmatique et défendre une présence active sur les dossiers régionaux, sans perdre de vue deux événements liés entre eux : le devenir de l'accord nucléaire et le lendemain du (premier) mandat Trump. **Éviter une confrontation frontale avec l'Iran, tout en assumant un partenariat élargi avec le camp arabo-sunnite. Cela lui permettrait de limiter les risques d'être happée par l'hostilité accrue entre les deux rives du Golfe, tout en agissant pour y préserver et élargir même ses intérêts économiques avec ses partenaires.**